

*Le budget—M. Sharp*

Préoccupé, je ne doute pas qu'il le soit. Le chef de l'opposition (M. Stanfield) l'est bien lui. Le ministre des Finances aussi. Moi également. Le premier ministre (M. Trudeau) est préoccupé. Nous le sommes tous. Nous n'avions nul besoin de nous entendre dire, à la Chambre des communes, qu'il faut se préoccuper des problèmes que pose l'inflation. Ce que nous voulons connaître, ce sont des solutions et le député, dans la tradition de l'opposition, a dit qu'il n'allait pas exposer ses idées pour risquer de se faire démolir, comme lui-même était en train de démolir le ministre des Finances. Je le répète, monsieur l'Orateur, ce n'est pas ce qu'il nous faut dans les circonstances actuelles.

Je me permets de donner un conseil au député. J'estime comme lui qu'il sera souvent parlé de l'inflation au cours de la prochaine campagne électorale, si elle est déclenchée bientôt. La population canadienne va vouloir savoir ce que son parti propose comme solutions. Elle ne se contentera pas de se faire dire qu'il s'inquiète et se fait du souci, que le chef de l'opposition s'inquiète et se fait du souci. Elle va vouloir savoir.

Et voici des questions qu'elle voudra poser: Les conservateurs bloqueraient-ils les salaires ou les contrôleraient-ils et, dans l'affirmative, comment? Bloqueraient-ils les prix? Les contrôleraient-ils et, dans l'affirmative, comment? Il ne suffit pas, je le fais remarquer à mon bon ami de Don Valley, de parler vaguement d'une politique des revenus. Lui et moi savons tous deux qu'une politique des revenus peut signifier n'importe quoi ou rien du tout. Qu'on me permette donc de me mettre dans la position du parti conservateur telle qu'elle a été exposée par le passé pour voir si nous pouvons y discerner le moindre indice de ce que ferait le parti conservateur s'il accédait au pouvoir.

A peu près à l'époque où le chef de l'opposition prenait la direction du parti conservateur, il semblait exercer des pressions pour faire accepter des principes directeurs régissant les prix et les revenus pour tous les secteurs de l'économie, sur une base volontaire. Puis, le 31 janvier 1971, devant l'Agudath Israel's Men's Club, il a déclaré:

● (1540)

... qu'on parle beaucoup du contrôle des prix et des salaires—même les ministres en parlent de nos jours—comme d'une solution au problème de la stabilité des prix au Canada.

C'était là la position du chef de l'opposition le 31 janvier 1971. Il a ensuite dit ceci au sujet de ce contrôle:

Il indisposerait beaucoup les groupes et les particuliers qui se sentent lésés et il en résulterait un climat d'agressivité perpétuelle. En outre, il entraînerait inévitablement une formule de planification économique hautement centralisée, donc peu efficace.

Telle est la position du chef de l'opposition.

**M. Paproski:** Oui, mais le taux d'inflation était alors de 2 p. 100.

**M. Sharp:** Passons maintenant à la position adoptée à l'époque par le député de Don Valley. Il a écrit un article publié dans le *Telegram* de Toronto en avril 1971, où il disait qu'à son avis, le contrôle des prix et salaires n'était pas «des mesures anti-inflationnistes efficaces». Il signalait qu'il «créerait beaucoup plus de problèmes qu'il n'en résoudrait», qu'il était extrêmement difficile à appliquer,

[M. Sharp.]

qu'il ne pouvait être efficace que s'il était appliqué dans tous les secteurs de l'économie et accepté de tous. En outre, il affirmait que le contrôle «entraîne inévitablement le rationnement».

Nous passons maintenant à l'été et à l'automne de 1972. Le chef de l'opposition change de position. Je ne crois pas que le député de Don Valley niera qu'il a personnellement trahi son chef et son parti en changeant de politique et en abandonnant sa position antérieure, en faveur du contrôle des prix et des salaires. Ainsi, le chef de l'opposition a affirmé au cours de la campagne électorale de 1972 qu'un gouvernement conservateur aurait le courage d'imposer un contrôle temporaire des prix et des revenus si les circonstances l'exigeaient.

Le 8 février 1973, 11 jours avant la présentation du budget, le député de Don Valley a reconnu, en réponse à une question, que l'on ne pouvait adopter un système de contrôle qu'en cas d'urgence nationale, et il ne pensait pas que c'était le cas. Quinze jours après avoir affirmé cela, le député de Don Valley a dit, au nom de son parti, au cours du débat sur le budget, qu'il fallait un blocage de 90 jours et qu'un gouvernement conservateur en aurait imposé un sur les «salaires, les prix, les dividendes et les revenus». Pendant le blocage de 90 jours, le gouvernement conservateur aurait consulté les provinces, les chefs syndicaux, les entreprises et les associations de consommateurs «pour élaborer un programme de stabilisation économique qui puisse enrayer la hausse des prix au Canada».

Dans le même débat sur le budget, le chef de l'opposition a déclaré que son parti proposait seulement un programme provisoire de contrôle. Toutefois, le député de Don Valley n'a pas adopté cette position. En débattant la motion le 10 mai, le député a signalé qu'il proposait plus qu'une mesure provisoire. Il a ajouté qu'il était manifeste, depuis deux ou trois ans, qu'il existait une série de groupes puissants au Canada qui ne réagissaient pas comme ils le devraient sur un marché suffisamment concurrentiel. Il a affirmé que son parti croyait «qu'une politique des revenus doit faire partie intégrante de notre politique monétaire et fiscale pour arriver au plein emploi et à une stabilité raisonnable des prix.»

**M. Gillies:** C'est vrai.

**M. Sharp:** Quelle est donc la position du parti conservateur sur la question critique du contrôle.

**M. Guay (Saint-Boniface):** Elle est hésitante.

**M. Sharp:** Voici quelle est ma conclusion: l'aile du parti conservateur—j'ignore dans quelle région du pays elle se trouve, car je sais qu'elle n'est pas dans l'Ouest du Canada et je doute que ce soit dans les provinces Maritimes—croit à un contrôle total des prix et des salaires. Elle compte l'appliquer si le parti parvient au pouvoir. D'autre part, elle fait face à une telle opposition irrévocable au sein de son propre parti qu'elle craint, et avec raison, qu'en révélant l'intention d'un gouvernement conservateur d'imposer un contrôle général des prix et revenus de façon à les bloquer pendant 90 jours le pays ne s'y oppose. Pas un seul député, ni de l'Est, ni de l'Ouest, ne réussirait à se faire élire